

### Questions orales

[Traduction]

#### LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. George Baker (Gander—Twillingate):** Monsieur le Président, le ministre des Transports déclarait également:

En ce qui me concerne, à moins d'améliorations visant à venir en aide aux personnes à très faible revenu ou aux personnes dont les emplois sont sérieusement menacés, je ne peux absolument pas y souscrire.

En l'absence du premier ministre, je demande au premier ministre suppléant, dans l'éventualité où les rumeurs de compressions sont confirmées dans le rapport, si le gouvernement est prêt à mettre le rapport Forget de côté?

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, le député est un spécialiste des racontars et des rumeurs. Il reste fidèle à son image aujourd'hui. Je sais qu'il voudra bien attendre que nous ayons le rapport avant de l'analyser et de prendre position.

Pour ce qui est des objectifs du gouvernement en matière d'assurance-chômage ou de tout autre programme s'adressant aux régions défavorisées du pays, notre intention a toujours été d'améliorer ces programmes et de les rendre plus efficaces pour que les prestations bénéficient au plus grand nombre de personnes possible. Nous souhaitons instaurer un meilleur système, amélioré et plus efficace, et non pas le genre de système que le député nous accuse de préparer.

\* \* \*

#### LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

##### LA PERCEPTION DE DROITS SUPPLÉMENTAIRES SELON LA PRESSE

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, est-il vrai, selon le vice-premier ministre, que le gouvernement a approuvé une hausse de 34c. à 36c. du tarif postal de première classe? Veut-il aussi confirmer la rumeur qui circule aujourd'hui dans la presse, selon laquelle le gouvernement aurait autorisé la perception de droits supplémentaires pour livrer le courrier chez les particuliers qui le cueillent actuellement dans des boîtes communautaires mais qui tiennent à ce qu'il leur soit livré à domicile? Le vice-premier ministre peut-il me donner ces deux confirmations?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Non, monsieur le Président, cela m'est impossible. J'ignore si cette histoire est vraie. Mais je vais me renseigner afin de pouvoir répondre au député.

\* \* \*

#### LES PÊCHES

##### LES STOCKS DE POISSON DU FLEUVE FRASER—L'INQUIÉTUDE DES INDIENS

**M. Ross Belsher (Fraser Valley—Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches. Les chefs

de file autochtones qui vivent dans la vallée du Fraser sont fort inquiets du contingentement du poisson en amont du fleuve. Quand les autochtones auront-ils l'occasion d'exprimer leur mécontentement à propos de l'exploitation des ressources?

**L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et Océans):** Je m'excuse, monsieur le Président, mais j'ai dû m'absenter un moment. Le député voudrait-il répéter sa question?

**M. Belsher:** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches. Les chefs de file autochtones de la vallée du Fraser sont fort mécontents de la gestion des pêches, en particulier en ce qui concerne les quotas accordés aux autochtones. Quand pourront-ils faire des propositions au ministre en vue d'améliorer la situation?

• (1200)

**M. Siddon:** Monsieur le Président, diverses affaires concernant des membres de certaines des bandes en question sont actuellement entre les mains de la justice. Toutefois, je suis disposé à m'entretenir avec les représentants du conseil de la tribu Sto:lo d'ici fin novembre, pour qu'ils m'exposent les problèmes que le député vient de soulever.

**M. le Président:** Le député de Churchill peut poser une seule question.

\* \* \*

#### L'ASSURANCE-CHÔMAGE

##### LES PRESTATIONS VERSÉES DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE

**M. Rod Murphy (Churchill):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le ministre des Transports parle-t-il au nom du gouvernement quand il prétend qu'aucune compression ne sera pratiquée dans le budget d'assurance-chômage des provinces de l'Atlantique? Le gouvernement confirmera-t-il que toute décision qu'il pourrait prendre sur ce chapitre ne touchera pas au montant d'argent versé dans cette région?

[Français]

**L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je répète ce que j'ai dit tantôt: Ce que le ministre des Finances a dit et ce qui est la ligne de pensée du gouvernement et ce que nous allons continuer à respecter, c'est simplement de nous assurer que l'ensemble de l'analyse du programme ne se fera pas sur le dos des personnes sans emploi.

Comme je l'ai dit tantôt, il y a non seulement cela, mais aussi l'objectif... et c'est ce que le ministre des Transports a dit hier, tout ce qui permettra d'améliorer la qualité des services de l'assurance-chômage sera considéré comme acceptable et nous allons sûrement l'appuyer.

[Traduction]

**M. le Président:** Le député d'Eglinton—Lawrence peut poser une seule question.